

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Ici et ailleurs

• DISCRIMINATION DES HANDICAPÉS : UN "PÉCHÉ SOCIAL" POUR LE PAPE



Photo: AFP/L'Union

Le pape François a qualifié mardi de "péché social" une culture qui distingue entre "certaines vies de série A et d'autres de série B", à l'occasion de la journée mondiale des personnes handicapées. "Il faut développer les anticorps contre une culture qui considère certaines vies de série A et d'autres de série B: ceci est un péché social!", a dit le pape dans un message écrit diffusé par le Vatican.

"Il faut avoir le courage de donner la parole à ceux qui sont discriminés en raison de leur handicap, car malheureusement aujourd'hui encore, dans certains pays, on a du mal à les reconnaître comme des personnes ayant une égale dignité", a poursuivi le souverain pontife.

"N'oublions pas les nombreux exilés cachés+ qui vivent à l'intérieur de nos maisons, de nos familles, de nos sociétés", a imploré le pape François.

• ROUGEOLE : L'OMS S'INQUIÈTE

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a mis en garde hier contre un recul dans les efforts mondiaux pour éradiquer la rougeole, alors que le bilan de l'épidémie qui a débuté mi-octobre aux Samoa atteint désormais 55 morts.

Au total, 50 des personnes décédées dans l'archipel du Pacifique Sud sont des enfants âgés de moins de quatre ans, ont précisé mardi des responsables samoans.

Dix-huit autres sont hospitalisés dans un état critique et la crise ne semble pas refluer. 153 nouveaux cas ont été enregistrés ces 24 dernières heures, portant leur nombre à 3.881 pour une population totale de 200.000 habitants

Rassemblés par CM

Formation professionnelle : vent de réformes à l'ANFPP

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

L'AGENCE nationale de formation et de perfectionnement professionnels (ANFPP) vient de tenir son conseil d'administration à Libreville. Présidée par le directeur général de cette Agence, Claude Auge Akoulou Eyeleko, cette séance avait à l'ordre du jour l'état des lieux de cette entité et faire des propositions pertinentes en rapport avec les besoins du Gabon en matière de formation professionnelle, selon les instructions des plus hautes autorités du pays.

Pour le responsable de l'ANPP, cette session est placée "sous le signe de la refondation de cette structure qui a pour mission d'évaluer les performances en matière de formation professionnelle".

"Il est de notre devoir de donner à notre instrument commun, l'ANFPP,

tous les atouts nécessaires afin de lui permettre de répondre pleinement et efficacement à la mission que l'État et les partenaires socio-économiques lui ont confiée", a souligné Claude Auge Akoulou Eyeleko.

Le collège des membres, composé des opérateurs économiques, des représentants des travailleurs et des pouvoirs publics s'est penché sur l'ordre du jour, qui consistait à "statuer sur les orientations et fonctionnement de l'Agence".

Le président de session a invité les administrateurs à faire de leur mieux pour donner à "l'instrument l'ANFPP tous les atouts nécessaires, afin de lui permettre de répondre pleinement et efficacement à la mission que l'État et les partenaires socio-économiques lui ont confiée". La demande étant sans cesse croissante, il faut, de ce fait, répondre aux attentes de la jeunesse qui, au regard de l'évolution de la société,



Photo: DR

Les administrateurs veulent booster le fonctionnement de l'ANFPP.

a besoin d'être mieux formée. La formation professionnelle apparaît aujourd'hui, de ce fait, comme une bouée en vue de répondre aux défis dans les secteurs où la demande de main-d'œuvre qualifiée reste élevée. Les participants ont aussi évoqué

d'autres questions. À l'instar du problème des capacités d'accueil dans les centres existants sur le territoire national, et la sempiternelle question du plateau technique de plus en plus obsolète et ne répondant plus aux standards internationaux.

Campus France lance une nouvelle campagne de communication mondiale

AMÉLIORER les conditions d'accueil, simplifier les démarches administratives et amplifier le rayonnement des établissements d'enseignement supérieur français à l'étranger sont, entre autres, les éléments de cette campagne.

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

500 000 étudiants internationaux en 2027: voici l'ambitieux objectif que s'est fixé la France. Pour y parvenir, le pays de "nos ancêtres les Gaulois" souhaite améliorer les conditions d'accueil, simplifier les démarches administratives et amplifier le rayonnement des établissements d'enseignement supérieur français à l'étranger.

Cette nouvelle stratégie nationale d'attractivité annoncée par le Premier ministre, Édouard Philippe, lors de Rencontres universitaires de la Francophonie de novembre 2018, s'accompagne d'une nouvelle campagne de communication mondiale et inédite, afin de valoriser l'excellence des établissements français d'enseignement supérieur et de leurs formations à

travers le monde.

C'est dans ce contexte que l'Institut français du Gabon et l'espace Campus France Gabon ont organisé une soirée inaugurale, mercredi 27 novembre dernier, en présence des journalistes et des Alumni (anciens étudiants du système français). "En 2019, ce sont plus de 3 000 candidats qui ont fait confiance à Campus France Gabon. Et cette confiance ne fait que s'accroître chaque année, puisqu'une augmentation de 25 % de candidats au départ depuis 2016 est constatée. Pour cette rentrée, ce sont plus de 1500 étudiants qui ont pris un vol pour poursuivre leurs études en France. Parmi eux, 200 bénéficient d'une bourse ou intègrent un programme soutenu par la coopération française", a déclaré Bernard Rubi, directeur de l'Institut français du Gabon et conseiller de coopération et



Photo: Frédéric Serge Long

Sandrine Tindjogo, responsable de Campus France Gabon (g), et Bernard Rubi, directeur de l'Institut français de Libreville, annonçant les nouvelles mesures.

d'action culturelle.

La nouvelle stratégie française en matière d'attractivité pour les étudiants internationaux va donc se matérialiser par la simplification de la politique de visas, le doublement des enseignements de Français langue étrangère (FLE) et des formations en anglais,

la création d'un label pour améliorer la qualité de l'accueil, l'augmentation des frais d'inscription et le doublement du nombre de bourses, ainsi que par l'accroissement de la présence des établissements d'enseignement supérieur français à l'étranger (actuellement 140 implantations physiques).